



Communiqué de presse

Stopper les politiques régressives et se mobiliser pour le progrès social !

Face aux enjeux électoraux, où en sont nos conditions de travail, nos salaires, les libertés individuelles et collectives, l'emploi, nos missions, les services publics et leur devenir dans l'éducation, la recherche, la culture, la Formation populaire ?

Tout au long des 5 dernières années de gouvernement UMP, le candidat de droite a eu des responsabilités ministérielles et la FERC a eu à combattre, pied à pied, aux côtés des personnels, des orientations ultralibérales et liberticides : loi d'orientation de l'école, loi sur la Recherche, décentralisation des personnels de l'Education Nationale, éclatement et mise en concurrence de la formation professionnelle des adultes, démantèlement du ministère de la Culture, remise en cause des missions nationales des universités, désengagement de l'Etat vis-à-vis des structures d'Education populaire, loi prévention délinquance, «immigration choisie», ...

Le candidat de l'UMP a été aussi le ministre de la politique de reconduction à la frontière des familles d'immigrés, le responsable de la chasse aux jeunes scolarisés, de la maternelle à l'université.

Les personnels de l'éducation, de la Recherche, de la Culture, de la Formation, de l'Education populaire, comme l'ensemble des salariés, n'ont rien à attendre et tout à redouter de la poursuite de cette politique. Le vote au deuxième tour des élections présidentielles revêt une importance particulière.

Dans un contexte d'insatisfaction très large des salariés, sachant que les missions éducatives, culturelles, de formation et de recherche sont au cœur des transformations sociales, ce sont eux qui sont en mesure de se mobiliser pour faire entendre leurs exigences, leurs revendications légitimes. Ensemble, ils ont le pouvoir d'en créer les conditions.

La FERC CGT continuera de prendre toutes ses responsabilités pour favoriser ce processus ; pour cela, elle appelle à faire barrage à un candidat qui a déjà fait ses preuves en matière de régression sociale.

Elle appelle à faire du 1^{er} mai une grande journée d'expression, de revendications sociales pour construire, avec les personnels et usagers, les conditions du changement pour le progrès et la démocratie sociale.

Montreuil, le 26 avril 2007.